



26 mai élections européennes

Amplifions les luttes en France. Renforçons la solidarité avec les femmes et les peuples d'Europe qui résistent !

**Organisation de Femmes Egalité
Pour l'émancipation et le progrès social
femmesegalite@yahoo.com – www.femmes-egalite.org**

Le 26 mai prochain ont lieu les élections européennes. Elles sont pour nous l'occasion de dénoncer une fois de plus l'Union européenne et sa politique néolibérale. Une politique que nous subissons depuis de nombreuses années et que nous combattons fermement.

NOS COMBATS CONTRE LA POLITIQUE DE L'UNION EUROPEENNE

En 2005, en participant activement à la campagne pour le NON au traité constitutionnel européen. En 2008, nous l'avons combattue dans la rue, dans les manifestations contre la directive de la Honte (directive sur les conditions de rétention et d'expulsion des sans-papiers) et contre le Traité de Lisbonne. En 2012, nous nous sommes mobilisées contre le Traité budgétaire européen, le traité Sarkozy/Merkel adopté par Hollande. Et en permanence, nous nous battons contre les conséquences des politiques antipopulaires et réactionnaires de l'UE, qui sont aussi les politiques d'E. Macron.

L'UNION EUROPEENNE : MACHINE ANTISOCIALE

L'UE de l'austérité, de la précarité et de la pauvreté, l'UE anti-immigrés, l'UE militaire fauteuse de guerre, l'UE destructrice de nos droits sociaux, qui continue à construire un grand pôle impérialiste européen au bénéfice des très grandes entreprises, de l'oligarchie, des plus riches et des plus puissants.

L'UE de la « concurrence libre et non faussée » a imposé à marche forcée la « diminution du coût du travail », la « compétitivité » et la « rentabilité », la « diminution des déficits publics » qui ont renforcé l'exploitation des travailleuses et des travailleurs et qui ont détruit les services publics.

En France, les différents gouvernements, Sarkozy, Hollande, Macron (pour ne citer que les derniers) ont travaillé au coude à coude avec la Commission Européenne et la BCE pour élaborer ces politiques et nous les imposer.

L'UE SE CONSTRUIT SUR LE DOS DES PEUPLES, LES FEMMES DES MILIEUX POPULAIRES EN SONT LES GRANDES PERDANTES !

Plus nombreuses au chômage avec des rémunérations nettement inférieures à celles des hommes partout en Europe, elles s'enfoncent dans la précarité et la pauvreté.

Tous les pays les uns après les autres repoussent l'âge de départ à la retraite, allant jusqu'à 67 ans ! Et ce sont très majoritairement les femmes qui finissent avec de petites pensions.

Tandis que les textes de l'UE nous parlent d'égalité, dans la « vraie vie » en Europe, la paupérisation des travailleuses et des travailleurs s'aggrave, les chômeurs sont soumis à une stricte surveillance et contraints d'accepter n'importe quel petit job souvent à n'importe quel prix, sous peine de radiation.

LA CASSE DES SERVICES PUBLICS S'EST AMPLIFIEE, RENDANT DE PLUS EN PLUS DIFFICILE LA VIE DES FEMMES

Les services publics sont ouverts à la concurrence, certains comme la poste, les transports, l'eau, l'électricité... ont été privatisés. Les prix grimpent et le portefeuille des familles se vide.

Le secteur public de la santé est à genoux partout en Europe. Si les soins se dégradent, les premières affectées sont les femmes, premières utilisatrices de l'Hôpital public. Les services d'accueil des enfants en bas âge, les cantines scolaires, les petites maternités... sont démantelés.

L'EUROPE REACTIONNAIRE SE RENFORCE ET S'ATTAQUE AUX DROITS SPECIFIQUES DES FEMMES

Le droit de choisir d'avoir un enfant ou pas est menacé. Les forces réactionnaires et religieuses sont à l'offensive pour s'attaquer à ce droit fondamental pour l'émancipation des femmes, qu'est la maîtrise de leur maternité.

Ces forces réactionnaires, nationalistes, d'extrême droite participent aux gouvernements dans plusieurs pays : l'Italie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie, l'Autriche.

Si elles se sont renforcées, c'est en grande partie la conséquence de la politique néolibérale de l'UE qui a constitué le terreau sur lequel leur influence a grandi.

Ces forces sont aidées par les déclarations sur les « racines chrétiennes » proclamées par différents dirigeants des pays d'Europe dont E. Macron en France, qui contribuent à conforter les églises.

L'EUROPE TRAQUE ET CHASSE LES IMMIGRES

Le refus d'accueil des migrants s'est généralisé, le refus de plus en plus net du sauvetage en mer lui a emboité le pas.

L'UE est devenue une machine de guerre contre les migrants, mettant à disposition des pays de l'autre côté de la Méditerranée des bateaux militaires pour stopper les migrations, favorisant ainsi le développement de véritables camps de prisonniers comme c'est le cas en Lybie.

En parallèle, les pays de l'UE interviennent militairement en Afrique et au Moyen Orient, leurs firmes multinationales pillent les richesses et polluent les pays, ne laissant pour seul « choix », notamment aux jeunes, soit de mourir en mer, soit de mourir à petit feu, dévorés par le chômage et la pauvreté.

L'EUROPE MILITAIRE, UNE MENACE POUR LA PAIX

L'UE proclame la paix mais participe à la relance de la course aux armements avec l'OTAN en augmentant les budgets militaires. La France et l'Allemagne renforcent leur coopération militaire avec des programmes de construction de chars de combat et d'avions de chasse. L'Europe sème la guerre en Afrique et au Moyen Orient en participant à des conflits, par interventions militaires qui, loin de stopper les terroristes, contribuent à créer plus d'instabilité et mettent en danger la vie des populations.

MASCARADE DE DEMOCRATIE

Le Parlement européen n'a pas de pouvoir réel, tout en étant la seule instance élue au suffrage universel direct.

La multiplication des listes (34) disant parfois la même chose, les discours de Macron, les sondages à répétition, les débats et autres émissions qui envahissent nos écrans, tout est fait pour présenter cette campagne comme un duel entre LRM d'E. Macron et le RN de Marine Le Pen.

Tout est fait pour nous enfermer dans un dilemme comme au deuxième tour des élections présidentielles de 2017 : se résigner aux politiques néolibérales ou voir les nationalistes et racistes d'extrême-droite progresser en Europe. On nous place devant un choix qui n'en est pas un, E. Macron ou M. Le Pen, les politiques antisociales de l'un permettent la progression de l'autre.

Le Fonctionnement de l'UE

Les sièges du pouvoir se trouvent à la Commission européenne : Composée de 28 commissaires issus de chaque pays membre, elle a seule l'initiative des textes législatifs (Directives européennes).

C'est le Conseil de l'Union européenne, composé de 28 ministres des Etats en fonction du sujet traités, qui adopte la législation et coordonne les politiques de l'UE.

Le Conseil européen, composé par les 28 chefs d'Etats ou de gouvernements, définit les orientations et les priorités politiques de l'UE.

EN FRANCE, CES ELECTIONS INTERVIENNENT DANS UN CONTEXTE D'ELARGISSEMENT DE LA CONTESTATION SOCIALE

Grèves, actions, manifestations, mouvement des gilets jaunes...

Dans tous les pays, il y a des grèves, des manifestations, des actions contre le démantèlement des services publics (hôpitaux, petites maternités, crèches...) auxquelles les femmes participent activement.

S'agissant des droits spécifiques des femmes, de nombreux pays d'Europe ont vu les mobilisations pour le droit à l'avortement marquer des points ces dernières années : celles des femmes espagnoles en 2013-2014, plus récemment celle des femmes polonaises qui ont défendu bec et ongle le droit à l'avortement menacé. Celles des Irlandaises mobilisées pour le "Oui" à un référendum leur permettant d'en finir avec l'interdiction de l'avortement, comme celles des femmes de Macédoine qui après 6 ans de combat ont fait sauter les barrières à l'exercice de ce droit.

Les grèves et manifestations massives pour l'égalité salariale se sont répandues.

En Espagne, les femmes ont investi les rues par millions les 8 mars 2018 et 2019 sans oublier les mobilisations en Belgique et celle pour l'augmentation des salaires des travailleuses de la mairie de Glasgow au RU en 2018. Et en dehors de l'UE, les mobilisations des femmes Islandaises, en octobre 2016, ouvert la voie en débrayant par milliers pour protester contre les inégalités salariales.

Aucun changement, aucune transformation sociale profonde de la politique néolibérale en France et en Europe, n'auront lieu sans mobilisations populaires d'ampleur imposant une rupture politique dans un ou plusieurs pays d'Europe.

Ces élections sont pour nous l'occasion d'intensifier encore notre travail pour élargir la participation des femmes des milieux populaires aux mouvements de contestation sociale.

Amplifions les luttes en France et renforçons la solidarité avec les femmes et les peuples d'Europe qui résistent à la politique néolibérale, au racisme et au nationalisme.